



## LES DÉPENSES DE DÉFENSE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2018

L'effort de défense atteint 1,8 % du PIB en France en 2018 et 1,3 % en moyenne européenne. La défense constitue le deuxième poste d'investissement public au sens strict de l'État en 2018, avec 7,3 Mds €, derrière le poste des affaires économiques<sup>(1)</sup> (11,5 Mds €).

### UN EFFORT DE DÉFENSE A 1,8 % EN FRANCE EN 2018

Les dépenses publiques de défense de la France atteignent 41,4 Mds € courants en 2018, en progression de 1 % par rapport à 2017 (+0,2 % en euros constants).

L'effort de défense en 2018, mesuré par rapport au PIB ou au PIB potentiel (Cf. Encadré) s'établit à 1,8 %.

La part des dépenses de défense représente 3,1 % de l'ensemble des dépenses publiques en France en 2018, loin derrière les dépenses de protection sociale (42,6 %), de santé (14,5 %), des affaires économiques (10,3 %) ou d'éducation (9,1 %). Cette part a reculé de manière continue entre 1995 (4,6 %) et 2018 (3,1 %) (Figure 1).

**Figure 1 : Dépenses publiques de défense en France**  
Mos euros, %

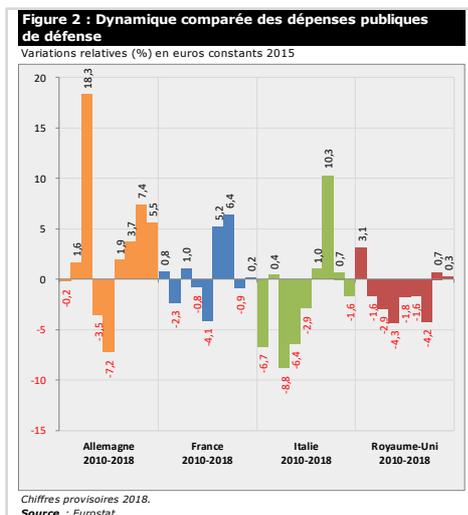
	2016	2017	2018	Variations (%)	
				2017/2016	2018/2017
En euros courants	41 160	40 995	41 385	-0,4	1,0
En euros constants - 2015	40 946	40 596	40 661	-0,9	0,2
En % du PIB	1,84	1,79	1,76	-0,1	-0,0
En % du PIB potentiel	1,83	1,80	1,80	-0,0	-0,0
En % du total des dép. publiques	3,26	3,17	3,14	-0,1	-0,0

Source : Eurostat.

### UN EFFORT DE DÉFENSE EUROPÉEN A 1,3 %

L'effort de défense de l'UE-25 a diminué sur la période 1995-2018, passant de 1,8 % en 1995 à 1,3 % en 2018. Alors qu'en 1995, on comptabilisait sept pays de l'UE-25 dont l'effort de défense était supérieur ou égal à 2 %, ils ne sont plus que trois en 2018 : l'Estonie, la Grèce et la Lettonie. Les dépenses publiques de défense de la France représentent 19,9 % des dépenses de défense de l'UE28 en 2018. En 2020 avec le départ du Royaume-Uni de l'UE, cette part devrait dépasser les 25 %.

Entre 2017 et 2018, les dépenses de défense progressent en euros constants en Allemagne (+5,5 %), au Royaume Uni (+0,3 %) et en France (+0,2 %). Elles sont en retrait de 1,6 % en Italie (Figure 2). Au sein de ces dépenses de défense, les dépenses de défense militaire diminuent en euros constants en France de 0,6 % et en Italie de 2 %, alors qu'elles croissent de 5,9 % en Allemagne et de 0,3 % au Royaume-Uni.



L'Observatoire Économique de la Défense diffuse EcoDef par messagerie électronique (format pdf).

Si vous êtes intéressé par cette formule, veuillez adresser un courriel à :

[daf.oed.fct@intradef.gouv.fr](mailto:daf.oed.fct@intradef.gouv.fr)

Découvrez toutes les publications du secrétariat général pour l'administration sur :

Internet : [www.defense.gouv.fr/sga](http://www.defense.gouv.fr/sga)

Intranet : [www.sga.defense.gouv.fr](http://www.sga.defense.gouv.fr)



(1) Comprend les aides et subventions diverses à l'économie mais aussi différents crédits d'impôt considérés comme des dépenses publiques dans les comptes nationaux, car il s'agit d'aides acquises par les bénéficiaires qui peuvent être imputées sur un impôt ou bien le cas échéant versées au bénéficiaire.

L'effort de défense des grands pays européens demeure constant sur la dernière période. La Lettonie a doublé son effort de défense sur la période 2015-2018, pour atteindre 2,1 % en 2018 (**Figure 3**).

La dépense publique de défense est de 567 € par habitant en 2018 en France, ce qui place la France en troisième position européenne derrière le Royaume-Uni (698,5 €) et la Norvège (807,1 €). En vingt ans, cette dépense n'a progressé que de 130,3 € par habitant en France. Sur la période 1998-2018, on assiste à un phénomène de rattrapage de pays comme l'Estonie (+420,6 €), la Lettonie (+403,8 €), la Lituanie (+324 €) et la Roumanie (+300 €) (**Figure 4**).

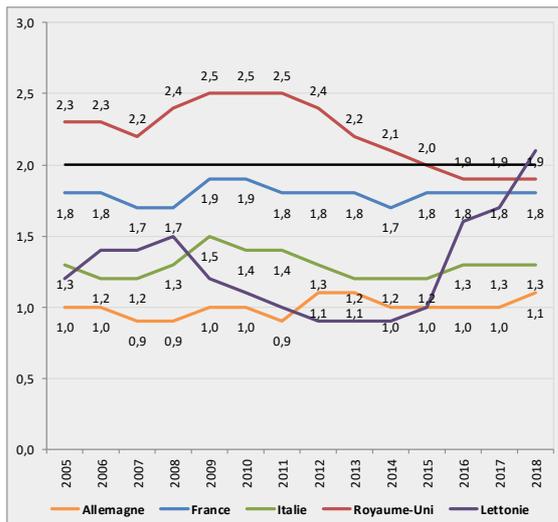
## STRUCTURE DES DÉPENSES DE DÉFENSE EN FRANCE

Trois postes de dépenses représentent la presque totalité des dépenses de défense de la France. Entre 2017 et 2018, le poste « rémunérations des salariés » (44,9 % du total) est en progression de 1 %, le poste « consommations intermédiaires », dont la part dans le total est de 32,8 %, augmente de 1,1 %, alors que le poste « formation brute de capital » (17,6 %) est en légère diminution de 0,1 % (**Figure 5**).

Sur la période 1997-2018, les dépenses de défense progressent de 0,1 % en moyenne par an, tirées par la croissance de 1,4 % par an de la formation brute de capital. L'analyse par sous-périodes des lois de programmation militaires successives (1997-2002, 2003-2008, 2009-2014, 2014-2019) révèle des dynamiques de dépenses très contrastées. Ainsi sur la dernière période (2014-2018), la presque totalité des postes sont en augmentation, alors que la situation était inverse sur la période antérieure (**Figure 6**).

**Figure 3 : Efforts de défense comparés**

Part des dépenses publiques de défense dans le PIB (%)



Champ : dépenses de défense des administrations publiques.  
Source : Eurostat.

**Figure 5 : Évolution des dépenses de défense par poste**

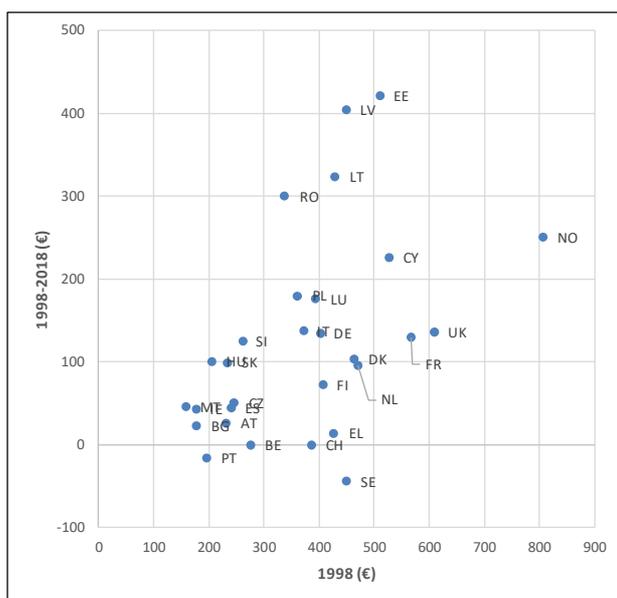
Milliards d'euros courants, %

Postes de dépenses	2017	2018	2018/2017 (%)
Consommation intermédiaire	13,4	13,6	1,1
Rémunération des salariés	18,4	18,6	1,0
Subventions	0,2	0,2	-12,2
Autres impôts*	0,2	0,2	-12,7
Revenus de la propriété	0,0	0,0	-
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	0,4	0,4	-4,2
Autres transferts courants	1,1	1,2	13,0
Transferts en capital	0,0	0,0	16,7
Formation brute de capital	7,3	7,3	-0,1
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	0,0	-
<b>Total des dépenses (Mds €)</b>	<b>41,0</b>	<b>41,4</b>	<b>1,0</b>

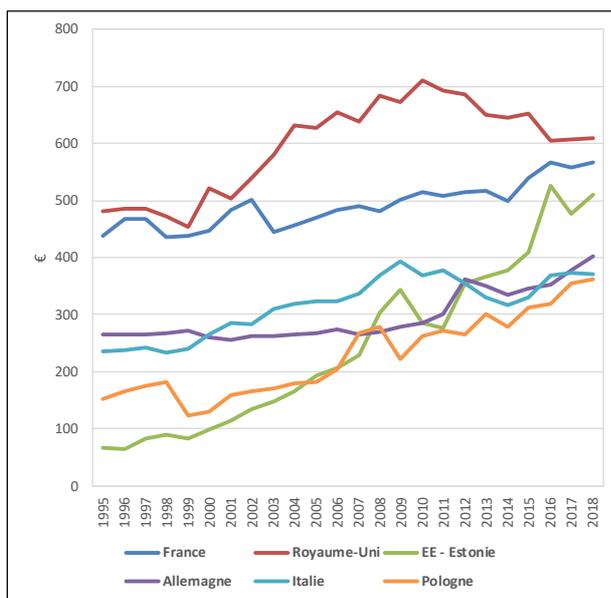
\* Autres impôts sur la production; impôts courants sur le revenu et le patrimoine; ajustement pour variation des droits à pension.  
Source : Eurostat.

**Figure 4 : Évolution des dépenses de défense par habitant en Europe**

Dépenses publiques de défense en euros et en standards de pouvoir d'achat



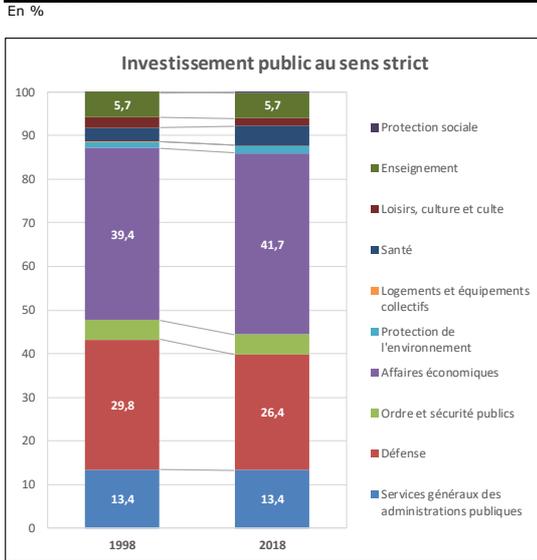
Champ géographique : UE28 à l'exception de l'Islande et de la Croatie.  
Source : Eurostat.



La défense constitue le deuxième poste d'investissement public au « *sens strict* » de l'État en 2018, avec 7,3 Mds €, derrière les affaires économiques (11,5 Mds €). Au « *sens large* » de l'investissement public de l'État, la défense arrive en troisième position derrière les services généraux et les affaires économiques. (**Figure 7 et voir Définitions**)

La part de la défense dans les investissements publics « *au sens strict* » de l'État a reculé de 3,4 points sur la période 1998-2018, alors que celle des affaires économiques progressait de 2,4 points (**Figure 8**).

**Figure 7 : La défense, 2<sup>ème</sup> poste d'investissement au "sens strict" de l'État en France**

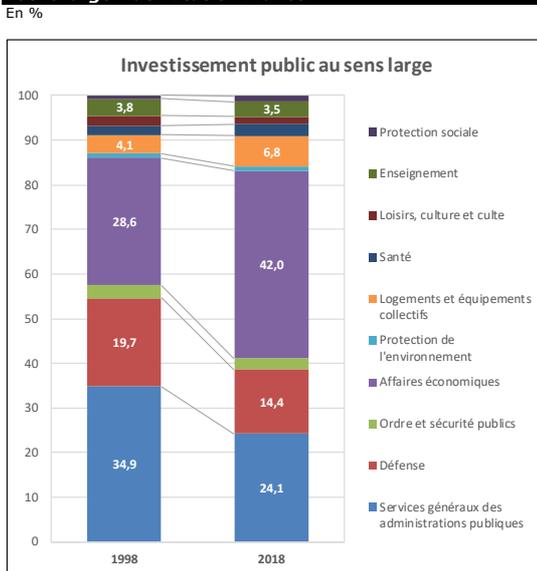


Investissement public au sens strict : FBCF.

Champ : Administrations centrales.

Source : Eurostat.

**Figure 8 : La défense, 3<sup>ème</sup> poste d'investissement au "sens large" de l'État en France**



Investissement public au sens large : FBCF + aides à l'investissement.

Champ : Administrations centrales.

Source : Eurostat.

## EFFORT DE DÉFENSE

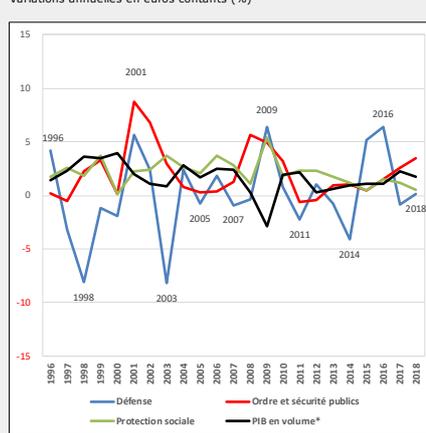
La croissance des dépenses publiques peut être mesurée en « valeur » (croissance nominale), en « volume » (croissance réelle) ou en pourcentage du PIB. L'évolution du rapport des dépenses publiques de défense au PIB mesure l'effort de défense (%) du pays concerné.

Les dépenses publiques se caractérisent par de fortes variations, plus fortes que d'autres types de dépenses publiques comme celles d'ordre et de sécurité publics. Elles constituent une variable d'ajustement en période de faible croissance économique ou d'environnement international stable (**Figure 9**).

Le rapport des dépenses publiques au PIB tend mécaniquement à augmenter dans les périodes de faible croissance de l'activité, voire de récession, et symétriquement, à diminuer lorsque l'activité économique est soutenue. Le suivi année par année du ratio dépenses publiques / PIB peut s'avérer parfois trompeur et ne permet pas de caractériser correctement la politique budgétaire. En revanche, son évolution à moyen terme, ou sa comparaison entre pays se trouvant dans une phase voisine du cycle économique, reste pertinente.

Pour comparer les dépenses publiques entre les pays et apprécier leur évolution, il peut s'avérer dès lors intéressant de les rapporter au PIB potentiel, c'est-à-dire celui qui serait observé si la croissance ne connaissait pas de fluctuations conjoncturelles (**Figure 10**).

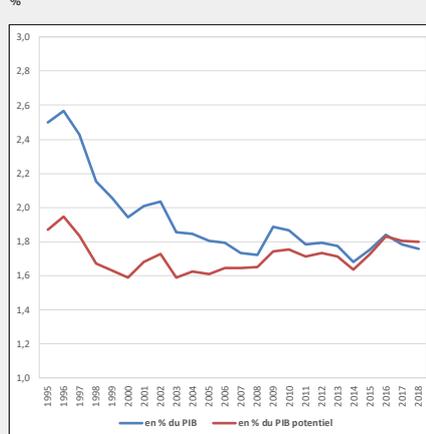
**Figure 9 : Dynamique des dépenses des administrations publiques et du PIB**



\* Volumes chaînés (2015).

Source : Eurostat.

**Figure 10 : Efforts de défense**



Source : Eurostat.

## DÉFINITIONS

### Consommation intermédiaire

La consommation intermédiaire (P.2) regroupe les biens et les services consommés pendant le processus de production au cours de la période comptable. Sur le plan conceptuel, elle diffère des achats et des autres types possibles d'acquisitions : toute acquisition entre dans les stocks avant d'en sortir lors de la consommation. Les biens et les services peuvent être acquis aussi bien par des établissements marchands que par des établissements non marchands des administrations publiques. En théorie, le moment d'enregistrement de la consommation intermédiaire est clair : il s'agit du moment auquel le produit est utilisé au cours du processus de production. Le moment d'enregistrement des achats et des autres acquisitions est théoriquement celui de la livraison, bien qu'il puisse exister des cas dans lesquels le moment de la livraison s'avère difficile à déterminer.

### Rémunération des salariés

La rémunération des salariés (D.1) inclut les salaires et traitements versés ainsi que les cotisations sociales à la charge des employeurs, y compris les cotisations sociales imputées. La rémunération est enregistrée sur la base des droits constatés, au moment où le travail est effectué, et non au moment où le salaire est dû ou payé. Les salaires incluent les primes, les bonus et les autres sommes forfaitaires (dues à des arriérés ou au renouvellement d'un contrat) versées, dont le moment d'enregistrement peut être difficile à déterminer : lorsqu'il s'agit de longues périodes d'emploi, ce moment correspond souvent au moment de détermination de la prime ou du bonus et non à la période que la prime ou le bonus est théoriquement destiné(e) à couvrir.

### Investissement public de l'État « au sens strict »

L'investissement public de l'État « au sens strict » peut être appréhendée par la formation brute de capital fixe (FBCF) des administrations publiques (P.51G). La FBCF est constituée par les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents au cours de la période de référence, plus certains ajouts à la valeur d'actifs non produits découlant de l'activité de production des unités productives ou institutionnelles. Les actifs fixes sont des actifs produits utilisés dans des processus de production pendant plus d'un an.

### Investissement public de l'État « au sens large »

Les aides à l'investissement peuvent être ajoutées à la FBCF des administrations publiques pour illustrer la contribution des administrations publiques à l'effort national d'investissement, on parle alors d'investissement public de l'État « au sens large ». Les aides à l'investissement (D.92) sont des transferts en capital, en espèces ou en nature, effectués par des administrations publiques ou par le reste du monde à d'autres unités institutionnelles résidentes ou non résidentes pour leur permettre de financer en partie ou en totalité le coût de l'acquisition d'actifs fixes.

### PIB potentiel

Le produit intérieur brut potentiel est le niveau de production d'une économie considéré comme soutenable et durable sur le long terme compte-tenu d'une absence de tensions inflationnistes ou déflationnistes. Le PIB potentiel est une mesure de « l'offre » de production des entreprises, alors que le PIB dépend à la fois de l'offre et de la « demande », notamment celle des ménages, des administrations publiques et des autres pays.

## POUR ALLER PLUS LOIN

- *Les comptes des administrations publiques en 2018 : Le déficit public poursuit sa baisse et s'établit à 2,5 % du PIB*, Insee Première, n° 1753, mai 2019.
- *Où réduire le poids de la dépense publique ?* La note d'analyse, n° 74, janvier 2019, France Stratégie.
- *Comment mesurer les économies sur les dépenses publiques ?* La note d'analyse, n° 73, janvier 2019, France Stratégie.
- *Government at a Glance 2019*, OCDE.
- *Manual on sources and methods for the compilation of COFOG statistics - Classification of the Functions Government (COFOG)*, édition 2019, Eurostat, 234 pages.

## À PARAÎTRE

Opinions des européens sur la défense, juin 2019 / novembre 2019 – EcoDef Conjoncture

### Observatoire Économique de la Défense (SGA/DAF/OED)

Balard parcelle Ouest  
60 Boulevard du Général Martial Valin • CS 21623 • 75509 Paris CEDEX 15  
Directeur de la publication : Christophe Mauriet  
Rédacteur en chef : Christian Calzada  
Pour vous abonner > Mél : [daf.oed.fct@intradef.gouv.fr](mailto:daf.oed.fct@intradef.gouv.fr)

Impression > SGA/SPAC/PGP  
IISN 1293-4348